

#### LA REVUE DE PRESSE

Décembre 2015 - Juin 2016



Rencontre avec les maires du Bas-Rhin au Sénat, Mai 2016

#### **ILES RÉPUBLICAINS**

## Richert: « L'alternative républicaine, c'est nous »

En Acal, « Nous arrivons à la deuxième place. Nous sommes ce soir la seule liste susceptible de présenter une alternative républicaine », assure Philippe Richert, tête de liste Les Républicains. L'Alsacien appelle à un rassemblement large et à un programme efficace.

Strasbourg, 20h. Le silence s'impose au deuxième étage de la permanence des Républicains, dans le quartier de l'Elsau, lorsque la téléision égrène les premiers résul-tats. Ceux d'Alsace-Champagne-Ar-denne-Lorraine se font attendre. L'impatience se lit sur les visages. « Et nous! Ils donnent deux fois la Franche-Comté et pas nous!» Quelques minutes plus tard, quand tombent les scores du Grand Est, « la confiance » encore affichée dans les discours quelques secondes auparavant se transforme en désarroi visible sur tous les visages. Georges Schuler, secrétaire départemental LR pour le Bas-Rhin, réagit illico : « Le PS doit tirer les conséquences ». Le responsa-ble politique se refuse à appeler directement au retrait du socialiste Masse-ret : « Vous ne me ferez pas dire ce que je ne veux pas dire». Mais il pense très fort, ce que beaucoup d'autres militants ou responsables vont dire tout haut tout au long de la soirée.

Fabienne Keller, sénatrice LR du Bas-Rhin et ancien maire de Stras-bourg, arrive sur les coups de 21 h. Sa conviction est faite: « La fusion? Surtout pas, ce serait terrible, le FN pourrait alors lancer: " Je vous l'avais bien dit". Mais il faut très vite appeler au front républicain des électeurs. l'aurais bien volontiers appelé lean-Pierre Masseret à se retirer, mais il a déjà fait savoir qu'il n'en était pas question », déplore-telle. Et de préve-nir : « Le score du FN doit nous interpeller sur la manière de faire de la

#### L'inquiétude et la colère

Quand Philippe Richert arrive à Quand l'fillippe Richert arrive à 21 h 20, des applaudissements polis l'accompagnent jusqu'à sa prise de parole. Ils crépiteront à l'issue d'un discours millimétré. Il évoque « un véritable séisme sur l'ensemble de la rayonnement, l'attractivité ». En Acal, France » Une « réforme territoriale menée sans cohérence, ni comprise ni acceptée et qui a suscité ici le rejet le plus fort » a conduit au « faible score du PS ». Quant « au parti des extrêmes, il n'apporte aucune réponse concrète sur l'emploi, le colère d'une partie de nos conci-toyens ». Il ne citera jamais le nom de Masseret ni la volonté du candidat



Philippe Richert assure « avoir mesuré le désarroi, l'inquiétude et la colère d une partie de nos concitoyens. »

« nous arrivons à la deuxième place. Nous sommes ce soir la seule liste susceptible de présenter une alternative républicaine », insiste le chef de file de la liste d'union de la droite LR-UDI-MoDem qui dit » avoir mesuré le désarroi, l'inquiétude et la

socialiste de se maintenir, mais «appelle à un rassemblement large sur les valeurs républicaines et un programme efficace, pour ne pas laisser cette région dériver pendant six

années».

Philippe Richert refusera de répondre à la moindre question avant de filer sur un plateau de télévision. Les colistiers présents au siège des LR feront le job. Le sénateur André Reichardt, n° 3 sur la liste Richert dans le Bas-Rhin, pense « à la victoire malgré le maintien de Masseret. Sur le papier, cela reste possible. En Alsace, il y aura un sursaut républicain, notam-ment pour des raisons historiques », veut croire le parlementaire. Lilla

Merabet, vice-présidente sortante, qui n'a pas sa langue dans sa poche, lance carrément : « A Masseret de choisir s'il sort de la politique comme un grand homme, ou pas ».

Son score: 25,83 %

STRASBOURG Chez Les Républicains

# À droite, après les régionales, les primaires

Militants et élus de droite savourent la victoire de Philippe Richert. Et rêvent d'un nouveau départ et d'une nouvelle façon de faire de la politique. Alors que s'annonce, chez Les Républicains, la bataille des primaires pour l'élection présidentielle.

#### Résultats 2ème tour Strasbourg Taux de participation 67,98% 2015 56,58% 17,76% 14,26% Ph. Richert F. Philippot J.-P. Masseret LR+UDI+MoDem DVG

20 h, les militants du parti Les Républicains (LR) ont crié victoire de-vant l'écran de télévision. À 20 h 30, ils ont scandé le nom de Philippe Richert quand il a fait son entrée au siège du parti dans le quartier de l'Elsau.

Puis ils ont soufflé. Un profond soulagement à la hauteur de l'in-quiétude qui était née au soir du quietude qui etait nee au soir du premier tour, quand le parti d'ex-trême droite est arrivé en tête avec 10 points d'avance. « Le soulage-ment », beaucoup de militants Les Républicains ont ce mot à la bou-

che. Avec immédiatement, l'idée qu'il faut changer les choses, faire de la politique autrement. D'ailleurs, dans son discours, Philippe Richert a affirmé vouloir fai-re de la région « un laboratoire de la démocratie territoriale ». « On va avoir quelques semaines pour

Info 45198 DNN Charlie 14/12/2015



Philippe Richert hier soir au siège du parti Les Républic

proposer un mode de gouvernanproposer un moe de gouvernan-ce innovante », explique Lilla Me-rabet, UDI et nº 4 de la liste. Il est question de conseil consultatif, de groupes de travall, voire même de présidences de certains satellites de la région, ouverts à des memoe la region, ouvers à des mem-bres des partis présents au pre-mier tour, voire à la société civile. « Le message de cette élection, c'est que le système ne va plus, explique Édouard Ballhache, 17 ans, militant LR. Peut-être faut-il moins promettre, et promettre mieux, faire en sorte que la con-fiance revienne. » « Il faut faire de la politique plus proche des gens, estime Judith Hoffstetter, 21 ans, au parti depuis un an. Il faut au parti depuis un an. Il faut éviter la démagogle comme le fait le FN, et éviter de faire de la politique depuis Paris ». Cette autre politique consiste, pour Fabienne Keller, « à faire ce

a fait ». « Un travail sérieux d'écoute et d'échange », dit Tho-mas Rémond (MoDem).

#### «Comment mobiliser les électeurs?»

Reste qu'au soir du premier tour. des voix s'élevalent pour appeler l'échelon national à revoir la ligne du parti Les Républicains et sa dérive droitière. Des propos beaucoup moins présents hier, sauf peut-être pour reconnaître que la bataille des primaires « a pu ame-ner à certaines prises de paroles », glisse Elsa Schalck, n° 2 de la liste. « Il faut revoir la question de l'organisation des primaires, ajoute la sénatrice Fabienne Keller. Et se poser la question de savoir comment mobiliser les électeurs. » Quand on lui pose la question de

que l'on dit, et montrer ce que l'on 🔝 la ligne du parti, le député maire de Molsheim, Laurent Furst rejetde Moisneim, Laurent Furst rejet-te toute idée de dérive droitière. Selon lui, c'est bien simple, les termes de « dérive droitière » sont utilisés par « des journalistes gauchistes ». Exit donc l'autocritigauchistes ». Exit donc l'autochti-que. Il ajoute : « les trois quarts des électeurs qui vont au FN vien-nent de chez nous. Il faut qu'on sache les retenir en étant clairs sur les thématiques de l'immigra-tion, la efervité. Il potico et la line la efervité. tion, la sécurité, la justice et la dynamique économique. Mais dans un cadre de valeurs républi-

caines. »
Pour Lilla Merabet, en tout cas, cette élection régionale doit être l'occasion de poser des bases nouroccasion de poser des bases nou-velles dans la façon de faire de la politique. Car conclut-elle, « si ce n'est pas le début de quelque cho-se, on est foutus ». 

OLIVIER CLAUDON

#### Vu dans les DNA - Dimanche 20 Décembre 2015

## Ces femmes qui viennent d'ailleurs et qui aiment la France





Naïma Chabridon, future présidente des Marianne de l'ACAL, et Bornia Tarall. PHOTOS DNA — JEAN-FRANÇOIS BADIAS

Discours et convivialité ont été au menu, vendredi soir, dans les salons du cercle européen lors du gala annuel des Marianne de la diversité.

Cette association d'hommes et de femmes aux origines et parcours variés militent pour la diversité féminine et l'égalité des chances, en portant haut les valeurs de la République. Vendredi soir, les salons du cercle européen ornés d'un sapin de Noël bruissaient des voix et joyeuses exclamations de tous ces invités, acteurs de la sphère politique, économique, réunis autour des Marianne de la diversité. Micro en main, Bornia Tarall, présidente de cette association laïque, qu'elle a cofondée avec Fadila Mehal en 2006, suite à l'embrasement des banlieues, fin 2005, en a rappelé les origines : « Nous avons vu arriver des femmes qui ont calmé la colère de leurs enfants, car les recours à la médiation masculine ne suffisaient plus, aussi nous avons voulu rendre ces femmes plus visibles », explique la présidente, née en Algérie et qui a posé très jeune, avec sa famille, ses valises

en France.

#### Féministes engagées et républicaines convaincues

Engagée également en politique, notamment en tant ou'élue au conseil municipal de Strasbourg, elle milite avec les Marianne pour une meilleure image de la diversité et de sa représentativité. Les Marianne sont aussi à l'initiative de la loi Copé-Zimmermann (2011) qui a instauré un équilibre homme-femme au sein des CA des grandes entreprises, et présenteront en avril 2016, une «charte des banlieues de la République ». Introduite par une lecture musicale du groupe Admirable Nelson, la soirée a été ponctuée de témoignages, notamment celui de Naïma Chabridon, future présidente des Marianne de l'ACAL, et de prises de paroles dont Martine Calderoli-Lotz, Fabienne Keller, Frédéric Bierry qui ont rendu hommage, parfois avec humour, à ces femmes qui considèrent la diversité comme un facteur de cohésion sociale.

CH. F

> www.lesmariannedeladiversite.org Marianne(s) - Les femmes et la diversité dans la République. Editions de l'Atelier. 25€.



La sénatrice Fabienne Keller s'est essayée au brushing, en compagnie de Bernard Stalter, président de l'Union nationale des entreprises de coiffure (à droîte) dans le salon d'Hervé Weber (au centre). Photo L'Alsace/Dominique Gutekunst

#### **ARTISANAT**

#### Fabienne Keller, coiffeuse pour la bonne cause

Pour montrer que le métier de coiffeur nécessite d'être qualifié et que la profession ne doit pas être déréglementée, la sénatrice Fabienne Keller a accepté de jouer l'apprentie coiffeuse dans un salon de Strasbourg.

Pas si facile de faire un brushing à une cliente. C'est ce qu'a expéri- sence de Bernard Stalter, président menté hier la sératrice du Bas-Rhin in landa des coffierus, qui explique : Fabienne Keller (LR) dans le salon de "ll ya un mois, Emmanuel Macron,

ministre de l'Économie et des Finances, a dit que pour régler le problème du châmage, il faliait déréglemente la profession. C'est une reur un sala naprouve « il flout connaite le laine « il y a 80 000 entreprises de colfure en France, qui emploi en colfure en France, qui emploi en colfure en France, qui emploi en s'importe quel el métire, il faut être duoi l'el vien et la colfure en France, qui emploi en control proposés aux clients : « Un coiffer en France, qui emploi en s'importe quel métire, il faut étre le surp de la colfur en france de l'écontrol en control proposés aux clients : « Un coiffer en France, elles sont en formés à doit d'utiliser des produits de houte qualité qu'en serveil ever des gens insuffisamment passent chaque jour dans un salon en france....»

suit Bernard Stalter.

Fabienne Keller a accepté de se prèter au jeu. Elle empoigne le sèchecheveux et la brosse ronde pour
tenter de faire un brushing à un ner
liparde que de l'entre offeur, le nomcliente volontaire. Déjà, il faut le
coup de main pour attraper la mèche au plus près du cuir c'hevelu. Puis
il faut l'encouler et la tires rui a brossse tout en la séchant... Après quelques tentatives, la sénartic es est
convaincue : « C'est déjà dur de faire
un brushing l'evur les materies chimiques comme les couleurs ou les
permanentes c'insenatures ou les
permanentes c'insenatures ou les
ce dont nous avane uniment à la un brushing i Pour les materieis chi-miques comme les couleurs ou les «Ce dont nous avons vraiment be-permanentes, C'est encore plus com-pliqué. Il y a un vai savoir-fjerd es c'est qu'on nous laisse travailler en coiffeurs qu'on ne peut pas nier. »

"Il a été très surpris de la réaction de ses clientes, qui ont toutes signé la pétition contre la déréglementation. « Elles ont toutes peur pour leur scheveux ! » Il est vrai qu'on ne tide dessendre dans la rue, ils ont opté pour une approche plus originale. « Nous avans invité des parimentaires pour leur foire découvrir ce que c'est qu'être coiffeur « pour suit Bernard Stalter.

Fabienne Kaller.



#### Vu dans les DNA - Jeudi 24 Décembre 2015

#### Fabienne Keller se fait des cheveux



Fabienne Keller soutient les coiffeurs. PHOTO DNA - ANTOINE LATHAM

Le temps de quelques photos, la sénatrice (LR) Fabienne Keller s'est prêtée hier matin à l'opération « J'aime mon coiffeur » lancée dans toute la France par l'Union nationale des entreprises de coiffure (UNEC) que préside l'Alsacien Bernard Stalter. Chez Weber, place Kléber à Strasbourg, son coiffeur habituel, l'élue s'est risquée à travailler de la brosse, sans aller jusqu'à la coupe ni à la « petite couleur ». Du 1e décembre jusqu'au 15 janvier, des centaines de parlementaires ont été ainsi invités à manier peignes et ciseaux dans les salons. Pas pour couper les cheveux en quatre mais pour bien prendre la mesure du sujet.

Objectif de l'opération : démontrer que l'art de coiffer est un métier et que la qualification, obligatoire, est non seulement nécessaire mais aussi bénéfique au client. Les 82 000 coiffeurs français (2600 en Alsace), qui emploient plus de 95000 salariés, craignent de faire les frais de la deuxième loi annoncée par Emmanuel Macron. Le ministre de l'Économie veut libérer les entreprises de certaines contraintes dont celles de la qualification obligatoire. Absurdité aux yeux des artisans coiffeurs : « Vous vous laisseriez maquiller le visage par un maçon, vous ? ». Avec Fabienne Keller, le maître coiffeur Hervé Weber prêchait une convaincue. Libérale en économie, sa cliente préfère se confier aux mains d'un professionnel à la qualification reconnue.

#### Vu dans les DNA - Jeudi 31 Décembre 2015

## FORT AUX PÉTROLES Keller veut un état des lieux des mesures de prévention existantes

Fabienne Keller a écrit hier au président de l'Eurométropole de Strasbourg au sujet de l'incendie survenu le 16 décembre dernier au port aux pétroles, dans le quartier de la Robertsau, à proximité d'habitations. « Fort heureusement sans gravité, cet incendie a toutefois soulevé de nombreuses questions, dont celle de l'absence d'un exercice récent pour sensibiliser les populations », relève l'élue d'opposition.

Et d'estimer que « des exercices réguliers sont pourtant indispensables pour rappeler aux riverains les gestes et comportements à adopter en cas d'incident à proximité. » La présidente du groupe Strasbourg à vos côtés (Les Républicains, MoDem et société civile) estime « que la proximité entre installation industrielle et zone résidentielle est encore amenée à s'accroître d'ici 2030, selon le nouveau Plan local d'urbanisme intercommunal qui vient d'être voté en conseil de l'Eurométropole. » L'élue demande à Robert Herrmann « un état des lieux des mesures de prévention existantes en la matière, ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre dans les mois à venir ».

#### LA VILLE EN DEBAT Fabienne Keller

# Bonnes résolutions et vraies obligations

Dans une tribune, Fabienne Keller (\*) définit ce qu'elle nomme les trois priorités pour Strasbourg en 2016.

PAR FABIENNE KELLER

our les Strasbourgeois, le début de cette année 2016 va bien souvent de pair avec la prise de bonnes résolutions. Ne nous le cachons pas, bien souvent, les bonnes résolutions les plus affirmées finissent par pâlir dès le lendemain avant d'être définitivement remises à l'année prochaine le surlendemain! Pour la Ville de Strasbourg, l'année 2016 ne sera pas celle des bonnes résolutions que l'on pourra oublier les lendemains de fêtes. Ce sera l'année des vraies obligations. Trois obligations à honorer, plus exactement, afin que notre ville conserve son dynamisme, son ravonnement et son

#### « Le gouffre financier de l'usine d'incinération »

D'abord, il y a une toute première urgence : mettre fin au gouffre financier de l'usine d'incinération Senerval. Depuis 2 ans, le surcoût de son désamiantage est en train littéralement d'empoisonner les finances de l'Eurométropole. Estimé à 37 millions d'euros, on atteint déjà 78 millions € après plus de 14 mois d'une gestion chaotique. Passera-t-on le cap des 100 millions € supplémentaires d'ici janvier 2017 ? L'usine Senerval ne brûle plus seulement nos déchets, elle brûle

nos marges de manœuvre budgétaires. Les dirigeants de l'Eurométropole et de la ville doivent enfin prendre ce sujet à bras-le-corps.

#### « Mettre fin au triptyque plus d'impôts, plus de dette et moins de service »

Ensuite, l'urgence, c'est de mettre fin au triptyque qui fait foi à la Ville de Strasbourg depuis 2014 : plus d'impôts, plus de dette et moins de service. Augmentation de la taxe d'habitation, de la taxe foncière, de la taxe sur les ordures ménagères, de la taxe sur l'électricité, du stationnement... La pilule fiscale est d'autant plus dure à avaler que le service public est de plus en plus fragilisé et que la dette explose. Pour sortir de ce cercle infernal, il n'y a qu'une seule solution : baisser les dépenses publiques et susciter de l'activité économique. Ce dernier point est absolument crucial car Strasbourg est l'une des seules grandes villes françaises à avoir vu baisser le nombre d'emplois dans le privé entre 2007 et 2012.

#### « Le défi de la qualité de notre air »

Enfin, il y a un défi à relever qui est invisible mais pas indolore : celui de la qualité de notre air. En 2015, les Strasbourgeois ont respiré plus de 77 journées d'air de mauvaise ou de très mauvaise qualité. Augmentation des risques de



Fabienne Keller. PHOTO ARCHIVES DNA - L. RÉA

maladies cardio-vasculaires. difficultés respiratoires, réduction de l'espérance de vie : les risques sont connus et ils sont réels. Face à cela, pourquoi ne pas décider immédiatement d'une gratuité totale des trams et bus les jours d'alerte et de pic de pollution ? Pourquoi ne pas mettre en place une prévention efficace en amont alors que les épisodes de pollution peuvent être anticipés? Au moment où les effets néfastes du changement climatique s'intensifient, je propose que le maire de Strasbourg déclare 2016 comme l'année de la lutte

contre la pollution à Strasbourg.

2016 commence, et plutôt que d'énoncer des bonnes résolutions, je souhaite que l'on se penche sur trois vraies obligations pour Strasbourg. Si le maire s'attelait à avancer sur les sujets de Senerval, du dynamisme économique de la ville et de la pollution de l'air, il ferait alors de l'année 2016 une année résolument utile pour Strasbourg. » •

▶ (\*) Fabienne Keller est présidente du groupe municipal Strasbourg à vos côtés.

#### PRIMAIRE À DROITE

## Tous derrière le « sage » Juppé

En Alsace, « la démarche robuste » d'Alain Juppé rassure ses fidèles, structurés en comités de soutien. Ils voient dans le candidat de la primaire de la droite et du centre un « homme d'État » capable d'incarner « l'espérance ».

#### lean Daniel Kientz

L'ouvrage d'Alain Juppé, Pour un État fort, le second après la thématique éducative (cinq autres devraient suivre), aura servi de fondation, hier matin à Wintzenheim, pour des échanges entre les soutiens alsaciens du candidat à la primaire de la droite et du centre.

Emmenés par Brigitte Klinkert, viceprésidente du Conseil départementale du Haut-Rhin, et Fabienne Keller, sénatrice du Bas-Rhin, les soutiens d'Alain Juppé mis en place au second semestre 2015 « montent en puissance » à dix mois de cette primaire à deux tours. Tout détenteur d'une carte d'électeur pourra y participer à condition de signer la charte de l'alternance et de verser 2€ par tour de scrutin.

#### Nicolas Sarkozy, « trop clivant »

Les élections régionales digérées, « la campagne » est engagée pour « celui qui est probablement le meilleur d'entre nous », une expression restée célèbre du président Chirac. Sa « stature d'homme d'État » ne ferait aucun doute. « C'est une candidature du rassemblement et du consensus », introduit Brigitte Villekert.

Exit Nicolas Sarkozy, président de LR, « trop clivant », selon Frédéric Marquet, animateur du comité de soutien mulhousien. « Différence de fonctionnement », constate fabienne Keller. Sous la houlette du président de LR, « le matin, on travaille, l'après-midi, on sonde les militants, et le lendemain, la position du partiest et le lendemain, la position du partiest arrêtée ». Alain Juppé a choisi de donner du temps au temps, poursuit la sénatrice, qui apprécie les séjours de 48 heures en province de son candidat préféré. dont la « démarche »



Frédéric Marquet, Brigitte Klinkert et Fabienne Keller soutiennent activement Alain Juppé en Alsace. Ici à Wintzenheim, lors d'une réunion, hier, des comités de soutien alsaciens.

Photo L'Alsace/Hervé Kielwasser

est qualifiée de « robuste ». Joseph Goester, maire de Zillisheim, plus direct, parle d'un véritable « rejet » du candidat Sarkozy, parmi ses collèques élus notamment.

#### « Que l'on s'occupe de nous »

A contrario, luppé serait « quelqu'un de rassurant », « un homme que la vie a façonné », « un homme d'expérience », bref « un sage » qui ne s'enfermerait point dans ses certitudes : il incarnerait « l'espérance ». Y compris pour « la génération qui a grandi dans le chômage et l'incertitude », intervient le Bas-Rhinois Pierre Jakubowicz, conseiller du président du conseil départemental, Frédéric Bierry. « Nous avons envie que l'on s'occupe de nous, que l'on nous dise la vérité. » Et le maire de Bordeaux serait l'homme idéal capable d'empêcher cette ieunesse désorientée de

« quitter la France pour trouver un emploi ».

Pierre Bihl, conseiller départemental, insiste pour sa part sur l'intention d'Alain Juppé, 71 ans le 15 août prochain, d'accomplir sa tâche sur cinq ans et pas davantage. Ce qui serait « très bien perçu par l'ensemble des élus. Mais la grande différence, c'est bien le tempérament » de des deux concurrents.

#### « Complètement acquis à son mandat »

L'idée d'un quinquennat unique aurait déjà engendré des « déclics de confiance », signifiant moins, peu ou point de calculs politiciens interférant dans la gouvernance du pays. « C'est un élément déterminant » pour Yannick Danielou, jeune soutien d'Alain Juppé dans la 4° circonscription du Haut-Rhin. « Un président complètement acquis à son mandat », ajoute Frédéric Marquet. Sur l'organisation de ces comités de soutien, leurs animateurs insistent sur la bonne coordination de l'action régionale.

Les informations ne remontent pas vers Alain Juppé, rectifie Fabienne Keller, qui ne voit pas de pyramide dans cette organisation. Elle parle plus volontiers de « co-construction. Il s'agit d'un travail d'équipe, une démarche de fond » pour édifier collectivement le projet d'un candidat qui se « nourrit » de cette « matière », laquelle enrichirait ses publications : le premier ouvrage était consacré à l'éducation (Mes chemins pour l'école), le second au régalien (Un état fort, capable de se fixer des priorités claires), les suivants seront dédiés à la culture, l'environnement et l'économie.

URE Pour un État fort d'Alain Juppé, 265 pages, éd. Lattès, 12 €.

#### Vu dans L'Alsace - Mardi 12 Janvier 2016

#### PRIMAIRE CHEZ LES RÉPUBLICAINS Alain Juppé : « Le seul à rassembler au-delà de nos seuls militants »



Frédéric Marquet, Brigitte Klinkert et Fabienne Keller soutiennent Alain Juppé. PHOTO DNA – JLUC SYREN

Les comités de soutien d'Alain Juppé «montent en puissance» en Alsace à dixmois de la primaire de la droite et du centre. Ses fidèles soulignent la «stature d'homme d'État» et « le côté rassurant du sage » de l'ancien Premier ministre.

Candidat à la primaire de la droite et du centre, Alain Juppé vient de publier son deuxième livre thématique consacré à l'État (Pour un État fort, Lattès) après celui dédié à l'éducation. L'occasion pour ses comités de soutien alsaciens de « monter en puissance » après les élections régionales et dix mois avant le scrutin des 20 et 27 novembre.

Ses partisans plaident à la fois pour l'homme et pour sa démarche face à un Nicolas Sarkozy jugé «trop clivant» et tempétueux. Il a une stature d'homme d'État qui sait rassembler et créer le consensus», avance Brigitte Klinkert. La vice-présidente du conseil départemental du Haut-Rhin estime qu'Alain Juppé saura « rétablir la confiance des Français entre eux, en la politique et en l'avenir». Joseph Goester apprécie le «côté rassurant du sage qui connaît le fonctionnement de la machine». «Les élus en ont ras le bol des retours en arrière», note le maire

de Zillisheim. Pour Jonathan Muré, animateur des jeunes dans le Haut-Rhin, Alain Juppé incarne « le triptyque : apaiser, rassembler pour réformer ». « Il ne souffle pas sur les braises. » Pierre Bihl, conseiller départemental du Haut-Rhin et maire de Bergheim, « préfère clairement son tempérament posé ».

Fabienne Keller insiste pour sa part sur la démarche de «coconstruction» d'un «projet partagé» qui se «nourrit» des propositions émises par les comités. «Il s'agit d'un travail d'équipe et d'une démarche de fond», précise la sénatrice du Bas-Rhin qui «fait la différence» entre la méthode Juppé et la méthode Sarkozy. Avec le président des Républicains, «on travaille le matin; on sonde les militants l'après-midi et on donne la position du parti le lendemain».

L'âge du prétendant - il a 70 ans ne semble pas effrayer la jeunesse. « La génération qui a grandi dans le chômage et l'incertitude ne cherche pas forcément l'agitation mais à être rassurée. Nous avons envie qu'on nous dise la vérité et qu'on s'occupe de nous. On veut reconstruire un futur dans la sérénité », relève Pierre Jakubowicz, conseiller de Frédéric Bierry, président du conseil départemental du Bas-Rhin.

FRANCK BUCHY

TTE-RTE 03

#### Vu dans le DNA - Jeudi 14 Janvier 2016

EUROPE Conseil des ministres franco-allemand

#### Plusieurs élus souhaitent que Strasbourg ne soit pas oubliée

Le choix de Metz (Moselle) pour le prochain conseil des ministres franco-allemand, en avril (DNA du 12 janvier), a fait réagir plusieurs élus alsaciens.

Ainsi, la sénatrice (LR) Fabienne Keller, la députée européenne (LR) Anne Sander, le député (LR) André Schneider et le président (LR) du conseil départemental du Bas-Rhin Frédéric Bierry ont cosigné mercredi une lettre au président de la République. Ils s'y réjouissent de la coopération franco-allemande, en rappellent l'empreinte dans les régions frontalières et le rôle spécifique de Strasbourg, siège du Parlement européen, du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de

l'homme. Le choix de Metz pour le conseil d'avril est « légitime », expliquent-ils, mais « il nous semble tout à fait important de renforcer le statut particulier de la ville de Strasbourg ». « Il est impératif de montrer que la France est aux côtés de Strasbourg ». écrivent-ils, d'abord « face aux lobbyistes pro-Bruxelles », ensuite « parce que les Alsaciens sont inquiets des conséquences de la fusion des régions », enfin « parce que Strasbourg, c'est l'Europe en France. » Les quatre élus demandent

Les quatre élus demandent donc à François Hollande que Strasbourg soit « le lieu de la prochaine rencontre du conseil des ministres franco-allemand organisée en France ».

#### Vu dans les DNA - Dimanche 24 Janvier 2016

#### Défense des abeilles

La sénatrice (LR, Bas-Rhin) FABIENNE

KELLER a cosigné un amendement au projet de loi sur la biodiversité interdisant les produits contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes. Celles-ci mettent en effet en danger la vie des abeilles et donc la biodiversité dans son ensemble.

#### REICHSHOFFEN Social

## Inquiétudes pour l'emploi chez Alstom : les élus réagissent

Jeudi 18 février, l'État pourrait annoncer le lancement d'un appel d'offres pour remplacer les vieux trains Corail. Un coup dur pour Alstom Transport à Reichshoffen qui espérait obtenir le marché directement et risque de se retrouver sans travail (lire en page 18 cahier Région).

■ Le député nord alsacien Frédéric Reiss (Les Républicains) a interpellé à ce sujet le Premier ministre Manuel Valls lors de la séance des questions au Gouvernement mercredi 20 janvier :

« À l'heure où le Président de la République essaie par tous les moyens de faire baisser le chômage, je voudrais vous alerter sur un dossier, dont les conséquences pour l'emploi sont évidentes.

Votre gouvernement a annoncé un investissement de 1,5 milliard pour renouveler les trains Intercités. Cette excellente nouvelle fut accueillie avec soulagement par l'ensemble de la filière ferroviaire, ainsi que par les usagers, car les problèmes de vétusté, de sécurité, de fiabilité et d'attractivité commerciale sont criants.

L'État, qui est décisionnaire sur le renouvellement du matériel en tant qu'autorité organisatrice, doit s'engager financièrement avec la SNCF. Le matériel, qui présente un haut niveau de confort et de service, est prêt. Se pose aujourd'hui la question déterminante des délais et du montage juridique. Les contrats-cadres signés en 2009 avec Alstom et Bombardier sont toujours d'actualité. Je rappelle que seuls 250 trains Régiolis ont été commandés, sur les 1 000 annoncés. Ce sont 4 000 emplois qui sont concernés, dans toutes les régions de France, sur des sites qui n'ont aucune visibilité au-delà de 2017.



Le délai nécessaire pour un appel d'offres laisserait les 890 employés et 130 intérimaires d'Alstom Transport à Reichshoffen sans travail pendant un an et demi.

PHOTO ARCHIVES DNA-FRANCK KOBI

Si une commande était passée aujourd'hui, avec le contratcadre, elle favoriserait la continuité industrielle et une production de trains dès 2018. Si le Gouvernement opte en revanche pour des appels d'offres, nous risquons - et ce risque est majeur - d'avoir quatre années de rupture de charge, avec, à la clé, des restructurations et des fermetures de site, car les premiers trains ne sortiraient qu'à la fin de 2022. Les conséquences industrielles pourraient être catastrophiques, avec un gros risque social dès les premiers mois de 2017, a

■ Dix sénateurs et sénatrices et un député (Les Républicains ou UDI) des territoires où sont implantées des usines Alstom Transport (\*) ont écrit au secrétaire d'État chargé des Transports Alain Vidalies mercredi 3 février :

« Le 17 juin 2015, nous vous avions interpellé par courrier pour vous exprimer notre inquiétude concernant les sites Alstom Transport de nos territoires. Ceux-ci pourraient connaître des destructions d'emplois si le renouvellement des trains Intercités devait être réalisé dans le cadre des appels d'offres et non par l'application des contrats-cadres.

Or d'après des échos parus dans la presse, c'est bien le recours aux appels d'offres qui pourrait être retenu. Ce choix retarderait considérablement les procédures et les sites de production accuseraient alors un « creux » d'activités de près de dix-huit mois ce qui aura une incidence très importante pour l'emploi.

Ce choix serait un véritable coup dur pour les sites Alstom Transport d'Ornans dans le Doubs, du Creusot en Saôneet-Loire, de Tarbes dans les Hautes-Pyrénées, de Villeurbanne dans le Rhône, dans le Territoire de Belfort et enfin de Reichshoffen dans le Bas-Rhin.

Ce serait également une mauvaise nouvelle pour les voyageurs pour qui le recours à un appel d'offres va retarder la mise en service de ces nouveaux TET [trains d'équilibre du territoire] alors même que les trains Intercités en circulation sont d'ores et déjà vétustes et peu confortables. [...] Nous réitérerons avec insis tance notre souhait de voir la procédure des contrats-cadres entérinée par la SNCF. [...] Vous êtes désormais confronté à un cas concret où votre décision peut soit assurer la pérennité de nos outils industriels et nos emplois ou, au contraire, plonger de nombreux territoires dans une situation difficile économiquement et socialement. [...] »

(\*) Les sénateurs et sénatrices Fabienne Keller (Bas-Rhin), Cédric Perrin (Territoire de Belfort), Catherine Troendlé (Haut-Rhin), André Reichardt (Bas-Rhin), Guy-Dominique Kennel (Bas-Rhin), Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin), René Danesi (Haut-Rhin), Claude Kern (Bas-Rhin), Michel Raison (Haute-Saône) et Jean-François Longeot (Doubs) ainsi que le député Jacques Grosperrin (Doubs).

#### Vu dans L'Alsace - Dimanche 7 février 2016

Référendum: Keller redoute le « Brexit ». – La sénatrice Fabienne Keller (LR) a rendu son rapport le 28 janvier dernier sur le « Brexit », autrement dit la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne. « Le référendum sera organisé très vraisemblablement le 23 Juin. L'issue en est à ce jour très incertaine, et la campagne va s'engager plus fortement au lendemain du Conseil européen. La sortie de la Grande Bretagne de

l'Union européenne serait un chochistorique et important dans l'équilibre géopolitique du monde... », écrit-elle.

#### **REICHSHOFFEN** Economie

## Alstom : un appel d'offres qui passe mal

La sénatrice Fabienne Keller et le député de Wissembourg Frédéric Reiss, se sont rendus hier matin sur le site Alstom de Reichshoffen une semaine après l'annonce du secrétaire d'état aux transports, Alain Vidalies, du lancement d'un appel d'offres pour le renouvellement des TET, nouveaux trains Intercité.

UNE DÉCISION qui hypothèque sérieusement l'avenir de l'entreprise, quand bien même une commande du gouvernement de trente Regiolis supplémentaires assure l'emploi sur le site jusqu'à fin 2018 (notre édition du 20 février).

Au programme de la visite des deux élus : la présentation du Laborame, comparable à un train virtuel, qui permet de valider tous les équipements électroniques du train, la découverte de l'outil Traintracer qui permet de suivre l'état technique des Régiolis en service commercial en temps réel, la découverte des



Les deux parlementaires ont eu des contacts avec la direction mais également avec les représentants du personnel.

PHOTO DNA - F. K.

cathédrales d'assemblage de la structure métallique des voitures Régiolis et Intercité, des lignes de penture, d'habillage et d'essais. Le site Alstom de Reichshoffen emploie 1 000 personnes et possède un carnet de commandes de 130 Régiolis, 34 rames Intercité et 17 trains pour l'Algérie. L'intention du gouvernement de commander

30 trains supplémentaires apporte 9 mois de visibilité sur la charge du site de Reichshoffen. Les parlementaires qui ont rencontré la direction mais qui ont eu un contact avec les représentants du personnel militent pour que l'État revienne sur sa décision de lancement d'appel d'offres et qu'il privilégie Alston. •

#### SANTÉ

## Ils veulent un hôpital à Sélestat...

Entre 2 000 et 3 000 personnes ont défilé hier matin dans les rues de Sélestat pour marquer leur attachement à leur hôpital. L'Agence régionale de santé envisage de transformer le service de réanimation en raison de son « activité faible et en baisse ». Agents hospitaliers, élus et habitants veulent participer aux négociations.

#### Anne Suply

Depuis plusieurs semaines, les bénévoles de la toute nouvelle association Je Veux Un Hôpital à Sélestat (JVUH) appellent à une mobilisation forte des habitants et des élus pour s'opposer à la fermeture du service de réanimation du centre hospitaller sélestadien (L'Alsace de vendredi).

Hier matin, entre 2 000 et 3 000 personnes (2 400 selon la police) ont défilé derrière les blouses vertes, roses et blanches des agents hospitaliers. Du jamais vu à Séles tat, de mémoire de maire: 'Marcel Bauer a salué le soutien massif des habitants de toute l'Alsace centrale. Celui qui est aussi président du conseil de surveillance de l'hôpital n'a pas manqué de saluer « la personnels dévoués et compétents ». « Stop aux économies imposées par le gouvermement sur le dos des patients », a-t-il lancé, très incisif, appelant à « garder l'ensemble des services indispensables à notre hôpital ».

Des élus de tous bords et de très nombreuses communes des environs de Sélestat, mais aussi du Ried et des vallées de Villé et de Sainte-Marie-aux Mines, étaient présents dans le cortège, leurs écharpes tricolores en évidence. Car l'hôpital de Sélestat concerne près de 180 000 habitants d'une centaine de communes.

#### Proximité et bassins de vie

"En matière de secours, la proximité c'est important, avance Claude Hauller, maire de Dambachla-Ville. Si on peut grappiller quelques minutes en situation d'urgence, c'est vital. Et cher nous, nous avons une maison de retroite, il est important d'avoir un hópital pos loin. "C'est aussi l'avis du sénateur Guy-Dominique Kennel, pour qui « il fout impérativement maintenir un service public dans un territoire. La proximité c'est la vérité ».

« Si on n'a plus Sélestat, on fait quoi ? s'interroge la conseillère dé-



De nombreuses familles dans les rangs des manifestants : l'hôpital touche tous les âges. Photo L'Misace



Les manifestants venaient de Sélestat mais aussi d'une centaine de communes environnantes, où vivent 180 000 personnes.

Photos l'Alsace/Vanessa Meyer Wirckel

partementale du canton de Mutzig, Frédérique Mozziconacci, le redoute l'effet coscode. L'on dernier, c'était la néonatalogie, maintenant la réanimation. Et après ? À ce rythme, on va nous annoncer la fermeture d'un service chaque année. »

En tête de cortège, à côté de la deputée européenne Anne Sander, la sénatrice Fabienne Keller avoue sa stupeur. « J'étois lô il y a quatre ans pour l'inauguration du nouveau bâtiment de l'hôpital, se souvient l'élue, originaire de Sélestat, le ne comprends pos qu'on remette en cause aujourd'hui ce service, le suis attachée à ce que les territoires soient bien équipés, et je ne peux pos croire à ces réductions comptobles qui ne tiennent pos compte

des bassins de vie ». Le député Antoine Herth estime, lui, que la démonstration légitime la tenue d'une « table ronde pour savoir clairement où an va. »

Maëlle, 11 ans, gardera un bon souvenir de sa première participation dans un cortège. Venue encourager sa maman, qui travaille à l'hôpital, elle a marché au rythme des slogans de l'association organisatrice. Comme les élus, celle-ci souhaite que l'Agence régionale de santé maintienne le service de réanimation en place ou créé à la place deux unités de surveillance continue (8 lits) et d'hospitalisation de très courte durée (8 lits).

Le médecin réanimateur Jean Cabalion, par ailleurs responsable du service, est touché par la mobilisation populaire autour de « ce beau plateau technique, qui date de 2002. C'est difficile d'imaginer qu'on devienne un hôpital au ralenti. Ce n'est pas un problème de travail en réseau avec Colmar ou Strosbourg, mais c'est grave de supprimer ou de réduire un service de surveillance continue, parce que c'est le service intermédiaire entre les urgences et la médecine ».

#### « Venir sur le terrain »

Des membres de l'association je Veux Un Hôpital à Sélestat et des élus ont rencontré le sous-préfet Stéphane Chipponi au terme de la manifestation. Cette entrevue n'a about i à aucune annonce de la part du représentant de l'État. Marcel

Bauer est décidé à obtenir que « les négociations avec l'ARS ne soitement menées avec les médecins, mais avec l'ensemble de la population et les élus. Y li nivite aussi son directeur « à venir sur le terrain nous parier », Pour l'association |VUH, la mobilisation ne fait que commencer. « Nous avons manifesté pacifiquement, mais nous ne voulons rien lâcher. Aujourd'hui, on démarre. S'il n'y a pas de réponse, nous continuerons. »

#### « On est tous des patients»

Pendant que les représentants de le Veux un Hôpital à Sélestat et les élus dialoguaient avec le sous-préfex Stéphane Chapponi, les manifestants ont partagé des témoignages. L'expérience de l'hôpital de Guebwiller a été rappelée. « Cet hôpital a ét ér rappelée. « Cet hôpital a été rappelée. « Cet hôpital a été poit à neuf, puis trois ans plus tard, des services ont fermé. Un hôpital qui n'a plus de réanimation devient un dispensaire de brousse ».
Pour Claude Risch, maire d'Ors-

chwiller et président de l'association des élus de Sélestat et environs, le maintien du service de réanimation est « une question de vie et de mort, sans jeu de mots : on est tous des patients potentiels ». Geneviève Muller-Stein, adjointe au maire de Sélestat, confirme : « C'est une histoire de tripes, on a tous un fien over ontre hôpital, certains y sont nés, j'y ai été opérée : le maintenir est une priorité ».

#### TROIS QUESTIONS À Fabienne Keller (LR)

#### « Je ne suis pas sûre que la « taxe migrants » soit une bonne idée »

Si la sénatrice (LR) Fabienne Keller a repris la proposition du ministre allemand des Finances de taxer l'essence pour financer l'intégration des migrants et un meilleur contrôle aux frontières, elle constate que cette mesure « ne passe pas » auprès de la population.

■ D'où vient cette proposition de taxer le gazole et l'essence pour financer l'intégration des migrants et le contrôle aux frontières ?

 Je dois d'abord préci-

ser le contexte. J'ai été la rapporteure d'un rapport d'information réalisé au nom de la commission des Affaires européennes du Sénat sur le financement européen de la lutte contre le terrorisme et la protection des frontières extérieures. Les ministres de l'Économie allemand et français ont adressé en novembre une lettre à la Chancelière et au Président de la République. Elle détaille les incidences économiques pour l'Union européenne de la crise des réfugiés et des attaques terroristes. Il faudrait mobiliser 10 milliards d'€ sur trois ans pour mieux maîtriser Schengen et les flux migratoires. La priorité est de mobiliser 1 500

gardes-frontières et d'échanger les fichiers et les informations.

#### ■ Et cette fameuse « taxe migrant » ?

 Plusieurs propositions ont été mises sur la table. J'ai commenté la proposition formulée par le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, qui consiste à imposer une fiscalité sur le gasoil et l'essence. Si j'ai dit qu'il

> fallait l'examiner avec inté. rêt, je ne suis pas sûre que ce soit une bonne idée. La question reste entière. Je l'ai reprise mais elle n'est pas acceptée par les populations. Elle ne passera pas. Mais le financement et la



Fabienne Keller. ARCHIVES DNA

mise en place de moyens techniques sont une priorité absolue.

#### ■ Sinon ?

- Si nous ne maîtrisons pas les flux des migrants, il y aura un impact négatif sur l'économie et le tourisme. Pour Sigmar Gabriel et Emmanuel Macron, la crise des réfugiés et les attaques terroristes fragilisent la libre circulation des personnes, des biens et des services. La fin de l'espace Schengen équivaudrait à la mise en place d'une taxe de 3 % sur le commerce entre les pays de la zone euro. Cette perspective déboucherait sur une perte d'environ 10 milliards d'€ pour la France. » LA VILLE EN DÉBAT Barreau routier, parc des expos, quartier d'affaires

### « Wacken : les erreurs du maire »

Une desserte mal conçue, le parc des expos voisin bloqué au stade préfabriqués et des besoins en stationnement comblés par un silo malvenu architecturalement : l'opposition estime que le quartier d'affaires cher au maire est mal engagé.

FABIENNE KELLER, MARTINE CALDEROLI-LOTZ ET THIERRY ROOS

uartier des nombreuses institutions régionales et européennes, siège de grandes entreprises nationales, lieu d'accueil des rencontres sportives et commerciales, lieu de vie de nombreux Strasbourgeois... C'est au Wacken que se construit l'avenir de notre ville autour de nombreux projets. Malheureusement l'absence de vision globale et de réflexion urbanistique de la part de la municipalité débouche sur 3 erreurs majeures.

#### Une autoroute urbaine

Près de 10 000 véhicules par jour devraient directement arriver au cœur du Wacken en empruntant la future liaison entre l'A350 et la rue Fritz-Kieffer. Fort heureusement, ce projet vient d'obtenir un avis négatif de la part du commissaire enquêteur. Faut-il maintenant le remplacer par un élargissement à 4 voies de la rue Jean-Wenger-Valentin comme le suggère depuis le maire? Plus de bruit et plus de pollution pour les 2100 élèves de la cité scolaire Kléber, les milliers d'actifs et tous les riverains du Wacken, voilà la ville que vous offre cette municipalité.

#### Un parc des préfabriqués

Alors que la Métropole est à la peine pour créer des emplois,



Martine Calderoli-Lotz. ARCHIVES DNA

Strasbourg se retrouve aujourd'hui sans structure capable d'accueillir les salons, foires, congrès, colloques et autres événements d'envergure nécessitant de grandes espaces. Car le nouveau parc des expositions annoncé au départ pour fin 2016 est désormais repoussé à bien plus tard, sans aucune certitude que ce projet puisse être financé. En attendant, le maire a décidé d'installer des structures provisoires et espère que nos préfabriqués puissent rivaliser avec les conditions proposées aux organisateurs et décideurs par les autres grandes villes françaises (Lyon, Bordeaux, Toulouse...). Qu'en sera-t-il de la création des 1 800 emplois et du renforcement de l'attractivité de Strasbourg promis il y a à peine quelques mois ?



Fabienne Keller. ARCHIVES DNA

#### Une verrue à l'ombre du Wacken

Le manque d'anticipation dans la conception du quartier d'affaires oblige aujourd'hui la municipalité à construire plusieurs centaines de places de stationnement supplémentaires. Depuis plusieurs années, nous avons pourtant alerté sur l'insuffisance des places prévues par rapport aux besoins des entreprises et proposons la création d'un parking souterrain depuis le parlement jusqu'à la maison de la Région. À la place, l'actuel site du parking de la piscine du Wacken sera sacrifié pour y implanter une verrue architecturale juste en face du Parlement européen. Situé à l'exact opposé des accès autoroutiers, ce silo à voitures obligera les automobilistes à franchir l'intégralité des feux et croisements pour



Thierry Roos. ARCHIVES DNA

y parvenir, alors même que le quartier est déjà fortement saturé. Prévu pour être achevé en 2018, il ne pourra d'ailleurs pas recevoir les premiers visiteurs du Quartier d'affaires. Le maire leur proposera alors de stationner sur le terrain réservé aux institutions européennes et transformé en parking... provisoi-

Strasbourg ne peut demeurer une grande capitale européenne à coup d'aménagements éphémères. La situation du Wacken exige aujourd'hui de faire preuve d'une vision d'ensemble, ce que nous avons toujours demandé. C'est pourquoi nous appelons le maire à rapidement présenter un calendrier réaliste afin de proposer une planification globale à la hauteur du quartier le plus emblématique de Strasbourg. »

#### Vu dans les DNA - Mardi 5 Avril 2016

POLITIQUE Trains d'équilibre du territoire

#### Commande à Alstom : une délégation de parlementaires reçue à l'Élysée

Une délégation de neuf parlementaires sera reçue mercredi 6 avril à l'Élysée, annonce la sénatrice Fabienne Keller (LR, Bas-Rhin). Ils entendent attirer l'attention de la présidence de la République sur le délicat dossier de la commande des futurs trains d'équilibre du territoire (TET) et de ses conséquences directes sur les sites de l'entreprise Alstom dans plusieurs régions françaises.

Les élus espéraient que l'État passe commande dans le cadre des actuels contrats-cadres qui courent avec Alstom, Mais Alain Vidalies, secrétaire d'État aux Transports, a décidé de relancer un appel d'offres spécifique, ceci, explique le ministère, pour éviter de prendre des risques juridiques. Les parlementaires, en revanche, craignent que la nouvelle procédure ne retarde la livraison des nouvelles rames : surtout, si Alstom gagne l'appel d'offres, l'entreprise devra



Fabienne Keller, PHOTO DNA

gérer, disent-ils, un « creux de charge » de dix-huit mois, et, s'il le perd, une « catastrophe industrielle », notamment pour le site industriel de Reichshoffen (Bas-Rhin). À la rencontre participeront notamment les sénateurs alsaciens Fabienne Keller, Frédéric Reiss, Guy-Dominique Kennel, André Reichardt (tous LR) et Claude Kern (UDI).

3.5

INDUSTRIE FERROVIAIRE Les parlementaires reçus à Paris

## Deux voies pour Reichshoffen

Reçus séparément à l'Élysée, les parlementaires de droite et de gauche, inquiets de l'avenir des sites d'Alstom, en sont ressortis avec deux analyses bien différentes.

e matin, les parlementaires de gauche, l'aprèsmidi ceux de la droite et du centre qui avaient sollicité l'entrevue : c'est en deux groupes que les élus alsaciens et franc-comtois ont été reçus hier à l'Elysée par Boris Vallaud, secrétaire général adjoint, et le conseiller économique Pouget, pour évoquer l'avenir industriel d'Alstom sur les sites de Reichshoffen (rames), Belfort (motrices) et Ornans (moteurs).

Un avenir incertain, compte tenu du creux de commandes pour les années 2018 et 2019. Au cœur de la discussion, l'investissement annoncé par l'État (1,5 milliard d'euros) pour remplacer les trains intercités (ex-Corail) ou « trains d'équilibre des territoires », à l'exploitation très déficitaire. L'État a décidé de lancer un appel d'offres, alors qu'Alstom pensait obtenir un avenant sur le contrat en cours d'achèvement des TER.

« Nous verrons si François Hollande est un président qui combat le chômage seulement avec des mots ou réellement avec des actes »

Juridiquement impossible, selon le secrétaire d'État aux Transports qui a concédé une commande de 30 rames seulement à Alstom, en complément du contrat TER. De quoi donner du travail pendant six à neuf mois à l'usine de Reichshoffen qui se retrouvera avec un carnet de commandes vide dès la fin 2018.

Même si Alstom remportait l'appel d'offres, la nouvelle commande ne « rentrerait »



Dans l'usine de Reichshoffen où l'on redoute que les carnets de commandes soient vides en 2018. PHOTO DNA - FRANCK KOB

ou'à l'horizon 2020, mettant en péril l'usine alsacienne. Du moins est-ce l'inquiétude du constructeur

« Nous avons senti une qualité d'écoute, une bonne connaissance de la situation. Mais nous attendons des actes », indique la sénatrice du Bas-Rhin, Fabienne Keller. « Si François Hollande choisissait finalement de renouveler les trains Corail via les contrats-cadres, il pérenniserait alors des milliers d'emplois et consoliderait notre savoir-faire industriel. Il s'agit d'un test grandeur nature. Nous verrons si François Hollande est un président qui combat le chômage seulement avec des mots ou réellement avec des actes. Nous verrons si François Hollande souhaite faire d'Alstom un symbole du renouveau industriel ou au contraire un symbole de son déclin ».

Les parlementaires qui l'accom-

pagnaient, Frédéric Reiss, Guv-Dominique Kennel, André Reichardt, Claude Kern (Bas-Rhin), Jacques Grosperrin, Jean-François Longeot (Doubs), Michel Raison (Haute-Saône), Cédric Oerrin (Belfort), ont rappelé au passage « qu'Alstom Transport pèse, avec ses 10 000 emplois directs, dix fois plus que les bus Macron ». Libéralisation du transport par autocars qui auraient créé, dit-on, 960 em-

#### Macron recevra les salariés de Reichshoffen

Fabienne Keller a également demandé des précisions sur l'état des commandes des régions qui attendent des livraisons de TER: « La réduction des dotations de l'État risque d'impacter ces investissements qui sont vitaux pour l'avenir d'Alstom ». Du côté des élus de gauche, Jacques Bigot, sénateur du BasRhin, Martial Bourguin (Doubs) et Patricia Schillinger (Haut-Rhin) adoptent un ton beaucoup plus rassurant, annonçant que le ministre de l'Economie. Emmanuel Macron, est prêt à recevoir les représentants des salariés, sans donner de date : « L'État va acquérir a minima 30 nouvelles rames de type TER, destinées aux trains d'équilibre du territoire auprès d'Alstom. Nous avons été écoutés, » Eux aussi lancent néanmoins un appel aux présidents de région élus ou réélus en décembre dernier : « Il appartient maintenant aux nouvelles grandes régions, fortes de leurs compétences renouvelées et renforcées en matière de transport et d'économie, d'en faire de même pour leurs TER ».

Plus que jamais, l'industrie ferroviaire Hanyana ... commande publique. P.J. ET A.L. roviaire française dépend de la

#### Politique Porte-parole d'Alain Juppé Fabienne Keller en campagne



■ Avant le meeting à Bavilliers, M™ Keller a rencontré les responsables des « Jeunes avec Juppé ». Photo Xavier GORAU

La sénatrice du Bas-Rhin, Fabienne Keller, était dans le Territoire hier soir dans le cadre de la campagne pour Alain Juppé, candidat à la primaire de la droite et du centre.

Avant la réunion publique de Bavilliers, elle s'est rendue à la CCI puis a rencontré les responsables de Franche-Comté et d'Alsace des « Jeunes avec Juppé » : le Territoire de Belfort (Thiébaud Grudler), du Doubs (Gautier Gadriot), Bas-Rhin (Pierre Jakubowicz) et Haut-Rhin (Jonathan Muré).

Ces jeunes militants se disent « rassurés » par l'expérience d'Alain Juppé. « Nous savons qu'il a la capacité de mettre en œuvre ce qu'il propose. Ses propositions sont réalistes. Il ne promet pas n'importe quoi », résume Thiébaud Grudler.

Cette mobilisation des jeunes, en tout cas, pondère opportunément l'âge du candidat, qui a tout de même atteint 70 ans.

« Il a un an de moins qu'Hillary Clinton », répond la porte-parole nationale du candidat, qui renvoie aux deux livres sur l'éducation et le retour à un « État fort » écrits par Alain Juppé. La sénatrice plaide que, justement, son âge est un atout dans les circonstances actuelles. « Il s'engage pour un seul mandat », dit-elle en soulignant qu'il fera d'autant plus les réformes nécessaires au pays qu'il ne sera pas obnubilé par la question de sa réélection.

« Nous sommes écoutés » plaide Pierre Jakubowicz. 
« À plusieurs reprises, nous avons eu le sentiment que ce que nous faisions remonter était pris en compte. Les Jeunes avec Juppé, dans cette campagne, ne sont pas là pour poser en t-shirt derrière lui pour les photos. Nous donnons notre avis et sommes respectés ».

« Le vote pour les primaires est ouvert au-delà des personnes possédant la carte d'un parti. Les gens le savent de plus en plus. Ils posent beaucoup de questions. Cette campagne intéresse », avance Fabienne Keller.

Ph.F

#### Vu dans les DNA - Jeudi 21 Avril 2016

#### SOUFFLENHEIM

#### Lancement du Comité de soutien à Alain Juppé en Alsace du Nord



De gauche à droite : Richard Stoltz, Pierre Jakubowicz, Fabienne Keller, Rodolphe Bourlett et Clément Heberle.

Le lancement du Comité de soutien à Alain Juppé pour l'Alsace du Nord (cantons de Bischwiller, Haguenau et Wissembourg) a eu lieu vendredi 16 avril, à Soufflenheim.

Ce comité s'inscrit dans une dynamique autour de l'ancien premier ministre, dans le cadre des primaires de la droite et du centre qui se dérouleront les 20 et 27 novembre prochains.

Animé par Rodolphe Bourlett, habitant à Oberhoffen-sur-Moder, il a reçu l'appui de la Sénatrice Fabienne Keller, de Pierre Jakubowicz, coordinateur des Comités AJ sur le Bas-Rhin et de Clément Heberle, co-animateur des Jeunes avec Juppé 67. Pour cette occasion, ils sont allés à la rencontre des potiers de Soufflenheim et de Betschdorf. La visite d'un atelier a été suivie par une réunion à laquelle ont participé une quarantaine d'élus du secteur et de potiers pour des échanges libres et constructifs. La « confiance » a été rappelée à maintes reprises par Fabienne Keller comme étant la notion clé voulue par le candidat à la primaire. La dèmarche initiée par Alain Juppé, dont les maîtres mots sont « apaiser, rassembler, réformer », est déjà suivie par des maires d'Alsace du Nord,

➤ Contact : Rodolphe Bourlett ② 06 80 44 65 36 rodolphe.bourlett@juppe-2017.fr

dont celui de Munchausen,

Richard Stoltz.

#### Vu dans L'Alsace - Dimanche 8 Mai 2016

Budget : la France « mauvais élève » pour Keller. - Lors du débat sur le projet de programme de stabilité, la sénatrice Fabienne Keller (LR) a estimé que la France restait « très en retrait des autres États membres de la zone euro, notamment sur la reprise de l'investissement ou la réforme du marché du travail, incapable en l'état de restaurer la confiance des entreprises ». « La dépense publique a continué à augmenter de 2011 à 2015, masse salariale oblige. Comment croire que la tendance sera inversée ? Nous savons bien que ce sont les baisses de la charge de la dette et de l'investissement qui ont amélioré notre solde budgétaire... La perspective de réduction de la dette, elle, comme l'horizon, ne cesse de s'éloigner, et la France reste parmi les quatre plus mauvais élèves de la zone euro », a-t-elle souligné.

#### Vu sur le site de la Commune de Nordheim - 21 Mai 2016

### Inauguration du groupe scolaire et péri de Nordheim



C'est sous un beau soleil qu'a été inauguré, samedi 21 mai 2016, le groupe scolaire et périscolaire de Nordheim.

De nombreuses personnalités étaient présentes pour l'occasion : le Sous-Préfet Mohamed Saadallah, le député Laurent Furst, la sénatrice Fabienne Keller, les sénateurs Guy-Dominique Kennel et André Reichardt, la conseillère départementale Michèle Eschlimann, les conseillers départementaux Philippe Meyer et Etienne Burger, l'inspectrice départementale Nadine Bastien, le Président de la Communauté de Communes La Porte du Vignoble Marcel Luttmann, les vices-Présidents François Jehl et Freddy Zimmermann, le Maire de Norheim Maurice Heydmann et de nombreux autres Maires.

#### SÉLESTAT

## Cérémonie de clôture de la préparation militaire marine



Les jeunes de la préparation militaire marine.

Photo L'Alsace/Raymond Schoch

C'est au quartier Cambours qu'avait lieu, hier matin, la cérémonie de clôture de la préparation militaire marine, session ouverte aux jeunes de 16 à 25 ans durant l'équivalent d'une année scolaire.

Cette préparation permet aux élèves une formation militaire et une formation marine, qui se déroule tous les samedis, afin d'obtenir le diplôme de la préparation militaire marine. La marine à Sélestat, c'est surprenant, mais il faut savoir qu'il existe une importante implantation de la marine dans l'Est avec une représentation dans le Bas-Rhin.

Ce sont 28 jeunes qui ont participé à cette formation et les filles sont également bien représentées. De plus en plus de jeunes sont attirés par ces formations qui, à terme, leur donnent accès à diverses carrières dans la marine. Cette cérémonie était placée sous le commandement du lieutenant de vaisseau Hervé Luthringer, représentant pour le Bas-Rhin de l'amiral commandant de la marine à Paris, avec la présence d'Antoine Herth, député du Bas-Rhin, de Fabienne Keller, sénatrice du Bas-Rhin et de Marcel Bauer, maire de Sélestat. De nombreuses familles et amis des stagiaires étaient venues pour assister à cette cérémonie qui s'est achevée par la remise des diplômes et un verre de l'amitié dans la salle des sports du quartier Cambours

#### CA SE RACONTE —

#### Les « Juppettes » alsaciennes



Alain Juppé a remporté son petit succès dans les rues de Colmar, mercredi. Photo L'Alsace/Annick Woehl

la vice-présidente (LR) du conseil Strasbourgeois qui nous l'a propodépartemental du Haut-Rhin Bri- sée, CroisiEurope. Il y a des escales gitte Klinkert sont toutes deux responsables de comités de soutien d'Alain Juppé. Lors de savisite à Colmar mercredi (L'Alsace de jeudi), le candidat aux primaires des Républicains a parlé de la Strasbourgeoise comme une de ses « groupies particulièrement active ». « Je suis une "Juppé fan"... », a confirmé l'intéressée. « Et moi une "Juppé addict" ! », a renchéri Brigitte Klinkert.

Vignoble : pique-nique et croisière. - Alain Juppé ne pouvait pas montré très intéressé par les initiatives alsaciennes, notamment celle du pique-nique des vignerons. « J'ai envie de vous prendre l'idée », a t-il lancé. Avant de vendre une opération de chez lui, les

La sénatrice (LR) Fabienne Keller et croisières cenologiques. « C'est un à Pauillac, Margaux, Saint-Émilion... Un succès fantastique ! »

RSA: Straumann surbooké. – Le président du conseil départemental du Haut-Rhin, Eric Straumann, a été très sollicité par les médias parisiens, après sa décision de demander aux bénéficiaires du RSA qui touchent cette aide depuis plus de trois ans - leurs relevés bancaires (L'Alsace de mercredi). Sans doute parce qu'il est parlementaire et surtout parce qu'il a demandé sept heures de bénévolat aux bépasser en Alsace sans rencontrer néficiaires du RSA... Alors que ses les viticulteurs – ce qu'il a fait mer- services conduisent également des credi à Colmar. Le Bordelais s'est contrôles, depuis trois ans, le président bas-rhinois Frédéric Bierry n'a jamais fait l'objet de plaintes. Ni d'ailleurs de médiatisation. Parce qu'il n'est pas parlementaire ?

Y. B. et A. W.

#### **REICHSHOFFEN Social**

#### Alstom : la réponse de l'Élysée ne satisfait pas les parlementaires

Considérant que leur précédent courrier n'avait obtenu qu'une réponse insatisfaisante, onze sénateurs et deux députés (\*) s'adressent une nouvelle fois à François Hollande pour défendre les intérêts du fabricant de trains Alstom.

Dans une première lettre, envoyée à l'Élysée il y a trois mois (DNA du 8 mars), les parlementaires exprimaient leur « incompréhension » et leur « indignation » après la décision du secrétaire d'État aux Transports, Alain Vidalies, de renouveler le parc de « trains d'équilibre du territoire » (TET) par appel d'offres plutôt que par extension des contrats-cadres existants. Une décision qui « fragilise » les sites de production d'Alstom, dont celui de Reichshoffen, en Alsace du Nord, où travaillent près d'un millier de personnes.

Le directeur du cabinet du président de la République, Thierry Lataste, a répondu à ce courrier le 23 mai dans ce qui ressemble à un accusé de réception : « Le chef de l'État [...] particulièrement attaché à la préservation de notre tissu industriel [...] a notamment pris note de votre inquiétude liée à l'impact éventuel d'une telle procédure sur le niveau d'activités des sites de production. » Mécontents, les parlementaires ont à nouveau pris la plume le

2 juin. « Notre objectif n'est pas seulement de vous interpeller. notre objectif est d'obtenir des réponses à notre interpellation. insistent-ils. Le courrier que vous avez bien voulu nous faire parvenir ne comporte aucune information permettant de connaître votre vision à propos de l'avenir d'Alstom [...] Nous attendons de savoir clairement à quoi correspond la commande des trente nouvelles rames annoncée par Alain Vidalies, secrétaire d'État en charge du Transport, Nous attendons enfin de savoir si vous avez abandonné définitivement le recours à la procédure des "contrats-cadres" qui permettrait pourtant de consolider l'emploi industriel dans nos territoires, » Et les élus de presser le gouvernement « d'agir » afin de « pérenniser des milliers d'emplois [...] ».

(\*) Les signataires sont les sénateurs Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin), René Danési (Haut-Rhin), Fabienne Keller (Bas-Rhin), Guy-Dominique Kennel (Bas-Rhin), Claude Kern (Bas-Rhin), Jean-François Longeot (Doubs), Cédric Perrin (Belfort), Michel Raison (Haute-Saöne), André Reichardt (Bas-Rhin), Catherine Troendlé (Haut-Rhin) et Jacques Grosperrin (Doubs) ainsi que les députés Damien Meslot (Belfort) et Frédéric Reiss (Bas-Rhin).